

qu'on tient compte des paiements hypothécaires dans le calcul des impôts. Les intérêts hypothécaires acquittés sont déductibles du revenu imposable aux États-Unis.

Je ne suis pas particulièrement ému par le désir qu'a le gouvernement de prêter des fonds aux gens pour la construction d'habitations, car nous savons que le taux d'intérêt actuel est de 9 p. 100, sinon davantage. La somme de 200 millions de dollars ne suffira pas à la construction de toutes les habitations dont le Canada a besoin, loin de là. Ceux qui ont le plus besoin d'argent ne sont pas en mesure de verser 9 p. 100 d'intérêt sur les prêts.

Il y a une vingtaine d'années, je vivais à Ottawa. Alors, j'aurais pu acheter des lots en quantité, assez près d'Ottawa pour me permettre de voyager soir et matin, au prix de \$200 à \$300. Aujourd'hui, ces lots se vendent \$4,500. Si le ministre des Finances (M. Benson) ou le ministre du Revenu national (M. Côté) cherchent où trouver de l'argent, ils pourraient exiger de lourds impôts des voleurs de terrains, de ceux qui achètent des fermes autour des grandes villes et qui revendent ensuite des lots de 50 pieds aux jeunes au prix de \$4,000.

À l'heure actuelle, si vous n'avez pas \$5,000 en main pour vous procurer un lot, vous n'êtes plus Canadien; vous n'avez pas le droit de vivre au Canada. Ou bien, peut-être devrez-vous emprunter \$5,000 au taux d'intérêt de 9 p 100, simplement pour acheter un lot de 50 pieds. Beaucoup de jeunes qui débute n'en ont pas les moyens, sans compter que la maison à construire sur le lot coûtera \$15,000 ou \$16,000. Qu'allez-vous faire une fois retraité. Les 500,000 fonctionnaires du Canada n'ont aujourd'hui aucune sécurité d'emploi. Que vont-ils faire s'ils ont un terrain de \$5,000, une maison de \$15,000 et tout le fardeau de l'impôt croissant?

• (4.20 p.m.)

Il y a dix ans, j'ai bâti une maison dans un village et mes taxes s'élevaient, à l'époque, à \$200 par an; aujourd'hui elles atteignent \$700. Je n'incrimine pas les municipalités car tout le monde en exige des services; elles assument une grande part de ce qu'ils coûtent. Lorsque le gouvernement fédéral veut échapper aux responsabilités des nombreuses aventures socialistes où il s'est lancé, comme l'assurance frais médicaux, il en passe les frais aux municipalités, qui s'en trouvent écrasées. Pourquoi vider le gousset des propriétaires de maison? Pourquoi ne pas s'en prendre aux grosses fortunes? Tout citoyen canadien a le droit d'être propriétaire de sa maison mais à présent, celui qui gagne de \$6,000 à \$7,000 et qui s'efforce d'élever une famille, fait face à un fardeau écrasant.

[M. Bigg.]

Il n'y a rien à redire au principe de l'égalisation des taxes si chacun est assuré des mêmes services. Cependant, en Alberta, on paie les mêmes impôts dans un village que dans une ville. Pour l'habitant des villes, il y a cet avantage que les jeunes peuvent vivre à la maison tout en allant à l'école ou à l'université alors que l'habitant des campagnes doit payer de \$3,000 à \$5,000 par an pour chaque enfant qu'il envoie à l'université, en ville.

Je tiens à féliciter le député de Parkdale d'avoir soulevé cette question. Si nous sommes peu nombreux à la Chambre aujourd'hui c'est que notre parti a des gens au Château Laurier qui travaillent à rédiger un Livre blanc. Lorsque la presse rédigera ses rapports on dira sans doute que les conservateurs sont contre le Livre blanc et la réforme fiscale, que nous représentons surtout l'aristocratie terrienne au Canada, et les multimillionnaires. Sornettes que tout cela. Nous demandons une réforme fiscale établie sur des bases raisonnables et nous estimons, qu'aujourd'hui, la taxation au Canada est inéquitable. Nous devrions trouver une solution, obtenir l'argent nécessaire pour gérer les cités, les provinces et le pays à la place dans tous les secteurs où se font des profits exorbitants.

Avant de recevoir des propositions du milieu du travail, j'ai un message également pour les gens qui en font partie. J'aimerais bien qu'ils sachent où s'arrêter. J'ai déjà assisté à une conférence du travail et tout ce qu'on entendait, c'est que ces gens en voulaient davantage.

Une voix: C'est honteux.

M. Bigg: Pourquoi recevoir davantage quand on reçoit assez. Je ne crains pas le vote des travailleurs. Ils votent pour moi parce que je leur dis la vérité; je leur dis que chaque travailleur du Canada a droit à un niveau de vie raisonnable et à une exemption de la double imposition. Voilà pourquoi je suis d'accord même avec mes prétendus ennemis politiques, dont l'inimitié se confine d'ailleurs à la Chambre. En sortant d'ici, j'irai féliciter le député de Parkdale d'avoir fait preuve d'indépendance. Si plus de députés agissaient de la sorte, nous serions moins méprisés par des gouvernements de toutes sortes. Je suis un indépendant moi aussi, dans mon parti. Je n'ai pas peur d'un gouvernement puissant, qu'il soit conservateur, libéral, du parti social démocratique, du nouveau parti démocratique ou du crédit social. Donnez trop de pouvoir à un gouvernement et il va en abuser.

Une chose qui m'inquiète plus que toute autre, c'est de me faire dire à la Chambre que ce que je représente ici, c'est zéro. La chose m'importe peu—j'ai l'épiderme peu sensible et les épaules larges et je suis sûr de pouvoir